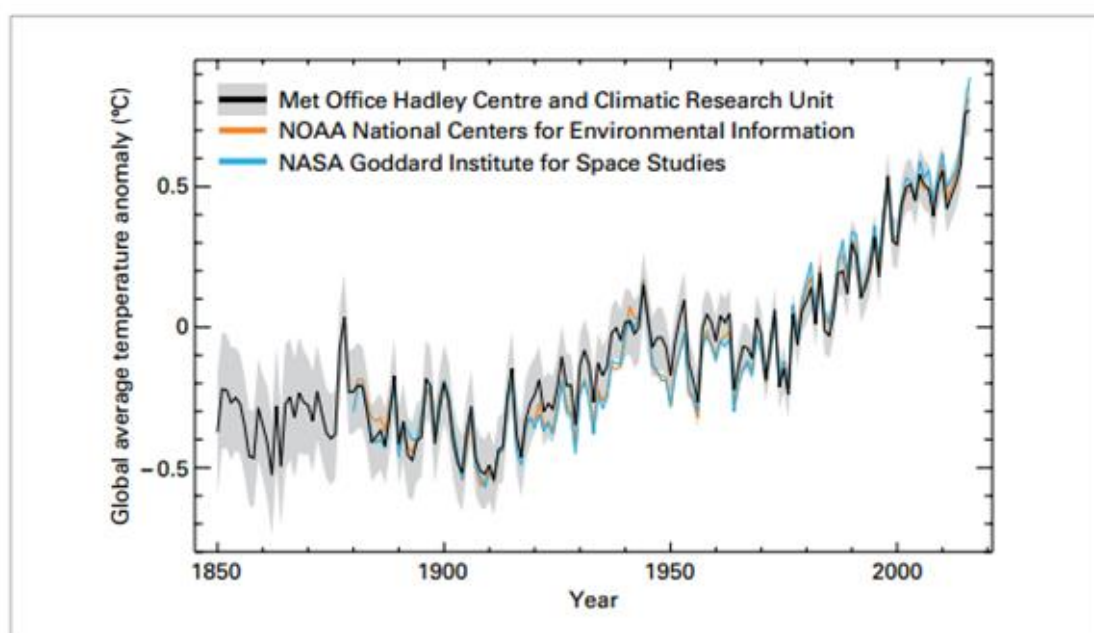


LE POINT TRIMESTRIEL DU PFE SUR L'ACTUALITE

EAU ET CHANGEMENT CLIMATIQUE – AVRIL 2017

Par Solène Fabrèges, chargée de mission et coordinatrice du groupe climat du Partenariat Français pour l'Eau

Un peu plus d'un an après le succès de la COP21, les enjeux liés au changement climatique restent plus préoccupants que jamais. Dans son dernier état des lieux sur le climat global¹, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) nous apprend que l'année 2016 est la plus chaude jamais enregistrée, avec une augmentation de 1,1°C par rapport à la période préindustrielle soit 0,06°C de plus qu'en 2015. L'intense épisode El Nino observé en 2015-2016 a joué un rôle important dans l'accélération du réchauffement en 2016, rappelant que « lorsque les variabilités naturelles interagissent avec le changement climatique anthropogénique, les impacts sur les sociétés humaines et l'environnement naturel peuvent être sévères ».



Anomalies de la température moyenne globale (période de référence 1961-1990) selon les trois principales sources de données utilisées par l'OMM. L'ombre grise indique l'incertitude des données HadCRU (source: UK Met Office Hadley Center), *WMO Statement on the State of the Global Climate in 2016, WMO-No 1189, 2017*

Les quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ont atteint de nouveaux records à la fin de l'année 2015, en particulier le CO₂ et le méthane. En novembre 2016, l'étendue de la banquise était inférieure de 4 millions de km² par rapport à la moyenne sur la période 1979-2015. Le niveau des mers n'a quant à lui cessé d'augmenter sous l'effet de la dilatation des océans et de la fonte des glaces.

¹ WMO Statement on the State of the Global Climate in 2016, WMO-No 1189, 2017

L'année 2016 a été marquée par de nombreux événements extrêmes : d'importantes sécheresses dans plusieurs parties du globe, notamment dans les pays du sud et de l'est de l'Afrique, ont entraîné de très mauvaises récoltes et des pénuries alimentaires majeures. L'Ethiopie a fait face à sa pire sécheresse depuis 50 ans selon les Nations Unies, suivie d'une importante famine et du déplacement de dizaines de milliers de personnes. A l'inverse, de sévères inondations ont frappé l'Asie du Sud et de l'Est, causant des centaines de morts et d'importantes pertes économiques.

Dans ce contexte, il est urgent de renforcer et accélérer les négociations internationales pour réduire la production de gaz à effet de serre et aider les populations à s'adapter à un réchauffement désormais inévitable. A Marrakech en novembre 2016, les négociations n'ont pourtant pas permis de définir un cadre concret pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Si les pays développés ont réitéré leur volonté d'atteindre les 100 milliards USD par an à partir de 2020, de sérieuses divergences subsistent entre les attentes des pays en développement et la réalité des crédits. Les négociations sur le prix du carbone ont été vives sans mener à une réelle décision.

Par ailleurs, rappelons que la somme des contributions nationales (NDC) soumises par les Etats à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) suite à la COP21 correspond à une augmentation estimée entre 2,7°C et 3,5°C en moyenne des températures terrestres d'ici 2100. Les efforts restent donc insuffisants pour maintenir l'élévation des températures en dessous de 2°C, objectif initial de la COP21. Il est urgent de rehausser les ambitions des Etats en vue d'une réévaluation des NDC. Or, le processus de bilan et de révision de ces contributions ne sera préfiguré qu'en 2018 à la COP24.

Les stratégies d'adaptation sont donc désormais incontournables pour beaucoup de pays. Il est cependant primordial de rappeler qu'elles ne doivent pas apparaître comme des substituts aux stratégies de réduction des gaz à effet de serre. Ce point de vigilance est particulièrement important au vu du contexte international et de l'arrivée d'un climato sceptique à la tête du deuxième pays plus gros émetteur de CO₂ au monde.

Les attentes concernant la prochaine COP qui aura lieu à Bonn (Allemagne) en novembre 2017 sous la Présidence des Iles Fidji semblent donc relativement faibles.

Certaines évolutions positives dans le secteur de l'eau doivent cependant être soulignées, à commencer par le dynamisme de la société civile, toujours plus active dans la lutte contre le changement climatique. La mise en place du Partenariat de Marrakech pour l'Action Climatique Globale permet de commencer à structurer l'action des acteurs non-étatiques en lien avec les Etats. Le secrétariat de la CCNUCC montre une réelle volonté de jouer son rôle de coordination de l'ensemble des acteurs autour des 7 thématiques retenues à Marrakech (utilisation des sols, océans, eau, établissements humains, transport, énergie, industrie).

Les « technical examination process on adaptation » (TEP-A) établis lors de la COP21 et portés par le Comité de l'Adaptation, organe subsidiaire de la CCNUCC, permettent l'émergence de réflexions plus concrètes sur un certain nombre de sujets au sein de négociations climatiques. Les thèmes retenus pour cette année 2017 par le TEP-A incluent l'eau. Cela apparaît comme un signal positif, bien que les discussions au sein des organes de la CCNUCC s'avèrent encore très éloignées des difficultés rencontrées par les populations qui subissent au quotidien les conséquences dramatiques du réchauffement.